

WACSERIES Op-Ed
No. 6 - Mai 2019

Société civile et processus démocratique en Afrique de l'Ouest

Par Benjamin Olagboye



AUTEUR



Benjamin Olagboye est Docteur en Histoire Contemporaine et un Expert Post conflit, Gouvernance et Développement. Ses domaines d'expertises couvrent également les relations internationales, la gouvernance, les processus de renforcement de la législation, et d'aide à la justice.

Équipe Editoriale

Christian Elongué - Chargé de Programmes, Département gestion des Connaissances, WACSI

Mathias Hounkpe - Gestionnaire de programme Politiques et Gouvernance, OSIWA

Jimm Chick Fomunjong - Chef, Département gestion des Connaissances, WACSI

À propos de WACSI

L'Institut de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (WACSI) a été créé par l'Initiative de la Société Ouverte de l'Afrique de l'Ouest (OSIWA) pour renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles de la société civile dans la région. WACSI est également un centre de référence pour la formation, la recherche, la documentation, le partage d'expérience et le dialogue politique pour les organisations de la société civile en Afrique de l'Ouest.

À propos des WACSERIES

Les WACSeries sont des périodiques d'analyse sur des thèmes d'actualité et les enjeux pertinents pour l'Afrique de l'Ouest. Ces articles fournissent aux experts, chercheurs et praticiens un espace pour réfléchir, analyser les questions et débats émergents et faire des recommandations pertinentes.

Les WACSeries Op-Eds sont des articles stimulants et attrayants sur le plan intellectuel qui fournissent des réflexions critiques et des analyses sur des questions relatives à la société civile et au développement en Afrique de l'Ouest.

Objectifs des WACSERIES

- Sensibiliser sur des questions clés en Afrique de l'Ouest ;
- Susciter des débats sur ces questions ;
- Proposer des recommandations sur la participation de la société civile dans le plaidoyer;

Société civile et processus démocratique en Afrique de l'Ouest

Copyright WACSI 2019

Tous les droits sont réservés. Aucune partie de ce rapport ne peut être utilisée ou reproduite de quelque manière que ce soit sans l'autorisation écrite de l'Institut, sauf dans le cas de brèves citations contenues dans des articles critiques et des comptes rendus. L'Institut demande que les informations contenues dans ce rapport soient enregistrées auprès d'eux à des fins d'évaluation d'impact.

Avertissement:

WACSI n'accepte aucune responsabilité quant à la pertinence des documents soumis par les contributeurs de cette publication. WACSI n'assume aucune responsabilité pour les erreurs ou les inexactitudes. Les contributeurs acceptent toute responsabilité pour les opinions exprimées. L'utilisation de ce rapport de recherche constitue une acceptation et une compréhension de ces dénis de responsabilité.

Pour plus d'informations, écrivez à:

Institut de la société civile d'Afrique de l'Ouest (WACSI) N ° 9 Bamboo Street (anciennement Bingo Street), East Legon P.O. Box AT 1956, Achimota Accra, Ghana Courriel: research@wacsi.org Tel: +233 (0) 302 550 224

Citer:

Olagboye, B. (2019). Société civile et processus démocratique en Afrique de l'Ouest. West Africa Civil Society Institute, Accra, Ghana.

To contribute to this publication,
contact : research@wacsi.org
+233(0)501440545



Introduction

Cet article met en relief les défis de la société civile dans le contexte démocratique ouest africain. Il interroge la capacité de la société à se positionner comme un acteur crédible pour une démocratie par le bas en Afrique de l'ouest. Enfin, cet article propose des axes d'intervention aux fins de faciliter une contribution de qualité de la société civile au processus démocratique dans la région.

Où trouver une société civile neutre ? Tel est le titre d'un article paru dans un quotidien en Côte d'Ivoire . Cette interrogation montre l'intérêt que suscite la problématique de la société civile en Afrique de l'Ouest.

Le processus de démocratisation de l'Afrique amorcée après la chute du mur de Berlin en 1989 n'a pas seulement été un facteur constitutif du multipartisme sur le continent mais a aussi vu émerger une nouvelle catégorie d'acteurs : la société civile . Concept ambigu ou importé ? Une chose est sûre : l'éclosion de cette société dite civile suscite des interrogations et préoccupations. Théoriquement, la société civile est définie comme l'ensemble des acteurs, des associations ; des organisations, des

mouvements, des lobbies, des groupes d'intérêts, des think tanks, etc., plus ou moins formels, qui ont un caractère non gouvernemental et non lucratif.

Elle constitue, selon les sociologues, une forme d'auto-organisation de la société en initiatives citoyennes en dehors du cadre étatique. Ses objectifs sont fondés sur l'intérêt général ou collectif dans des domaines variés : sociopolitique, solidaire, humanitaire, éthique, juridique, environnemental, scientifique, culturel, etc. A l'épreuve du processus démocratique, la société civile joue un rôle important de veille et d'éveil . A cet égard, la contribution voire la place de la société civile mérite d'être analysée à l'aune des enjeux de la démocratie, c'est-à-dire du pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Quelle est cette société civile ? Quel visage présente-t-elle ? Quel lien existe entre société civile et démocratie ? Le présent article vise à explorer la trajectoire de la société civile à l'épreuve du processus démocratique en Afrique de l'Ouest.

De la société civile dans le contexte démocratique ouest africain : Un acteur ambigu



Trois déterminants structurent la société civile dans le contexte démocratique ouest africain : une vision et mission insuffisamment définie, un lien ambigu avec la société politique et un rapport problématique à la démocratie.

Dans le contexte ouest africain, il y a une pluralité d'acteurs dans la société civile. Le contexte dans lequel opère la société civile est différent d'un pays à un autre. Cette multiplicité d'acteurs questionne la capacité de la société civile à construire une vision et une mission claire en Afrique de l'Ouest. Pour comprendre cette posture, il faut remonter à l'histoire coloniale et post indépendance des Etats africains. Durant la période coloniale, le colonisateur a expressément empêché l'éclosion d'acteurs endogènes capables de jouer un rôle de veille et de contestation de la gouvernance coloniale. Les colonisateurs, qu'il soit francophone, anglophone, lusophone étaient peu enclins à favoriser une expression plurielle et indépendante.

De plus, à l'heure de la relative souveraineté lors de l'indépendance, les premiers dirigeants n'ont pu opérer un changement de nature et de degré contraire à la période coloniale. Les leaders africains ont systématiquement réprimé les voix contraires voire discordantes qui auraient pu émerger au nom de la pensée unique ou de la nécessité de l'unité nationale. Lesquels dirigeants africains étaient aussi confrontés aux enjeux idéologiques (communisme- libéralisme) triomphants de la période de la guerre froide.

Cette double combinaison de facteurs a structuré la pensée politique des populations au point où quand les Constitutions des années 1990 proclament les libertés individuelles et collectives, les acteurs de la société civile qui émergent ont du mal à s'affranchir de l'héritage du joug colonial et post indépendance. Cependant, il est important de mettre un bémol à cette réalité. Des pays comme le Sénégal, la Sierra Leone, le Bénin ont expérimenté la naissance d'une société civile capable de porter la voix des sans voix et de proclamer " la liberté aux captifs et aux opprimés".

Ces héros des temps nouveaux qu'on retrouve au niveau des corps de métiers comme le barreau, la magistrature et autres professions libérales ont payé un grand prix à cette action "rebelle". La machine étatique s'est souvent mise en marche pour annihiler toute possibilité de contestation voire perdre leurs postes dans l'administration ou leurs affaires périliter. Dans un tel contexte, est née une société civile hétéroclite sans saveur, pardon, sans vision et mission.

En outre, le couple société civile et société politique n'a toujours pas vécu un mariage harmonieux loin des scènes de ménages bruyants. Il n'est pas rare, en effet, de voir les acteurs de la société politique construire des appendices dans la société civile pour créer le continuum, continuer par d'autres moyens leurs stratégies de conquête de pouvoir. En guise d'illustration, dans les années 2000, en Côte d'Ivoire, des sources non officielles, indiquent que certaines des ONGs qui se sont créées dans la société civile sont le prolongement des partis politiques . La stratégie est simple : à partir du moment où les partenaires internationaux exigent des Etats la construction d'un cadre de dialogue incluant la société civile comme conditionnalité de l'aide (voir principe de Paris) , les acteurs politiques se sont démultipliés comme des

germes cancéreux dans le corps social aux fins double de l'assujettir et de le polluer.

Au final, ce couple société civile et politique, en lieu et place d'une cohabitation intelligente a donné lieu à des comportements indécents et produit des expressions attentives aux droits humains, à l'Etat de droit et au processus démocratique.

Parlant justement du rapport de la société civile à la démocratie, il est problématique. D'abord, on assiste à des organisations de la société civile qui croient peu ou prou à la démocratie. Echangeant avec une autorité de l'Etat ivoirien, il y a quelques semaines, elle affirme « Cette société civile est ambiguë parce qu'elle-même ne croit pas en la démocratie. (...) peu d'ONGs renouvellent régulièrement leurs instances à l'exception de quelques-unes ». Ce constat amer est malheureusement une réalité structurelle dans les Etats africains en quête de stabilité démocratique.

Ensuite, quand il s'agit de mettre en exergue leur rôle de veille et d'éveil démocratique, leur forte dépendance aux bailleurs de fonds internationaux pour financer les campagnes de sensibilisation citoyenne ou de veille électorale demeurent insuffisantes. Si, il est heureux de constater des efforts et des progrès dans certains pays comme le Ghana, le Nigeria, la Sierra Leone, le Sénégal et la Gambie pour faire éclore des valeurs démocratiques, beaucoup reste à faire. Fort heureusement, les lignes bougent à ce niveau. Des hauts cadres africains prennent le risque de créer des cercles de réflexion ou think tank pour éveiller les consciences et activer par le bas de nouvelles dynamiques. En tout état de cause, il est impérieux de construire une société civile capable de nourrir un processus démocratique intègre, efficient et efficace.

“Cette société civile est ambiguë parce qu'elle-même ne croit pas en la démocratie. (...) peu d'ONGs renouvellent régulièrement leurs instances à l'exception de quelques-unes.”

De la nécessité de construire une société civile pour la résilience démocratique en Afrique de l'Ouest



Les statistiques indiquent qu'en matière de démocratie, l'Afrique de l'Ouest fait des progrès notamment en matière électorale. Depuis 2000, les échéances électorales se déroulent comme prévu dans la plupart des 15 Etats de la CEDEAO en dépit des irrégularités ou des tentatives de fraude, les coups d'Etat de la Guinée Conakry, Burkina Fasso et Guinée Bissau ont été systématiquement condamnés. Les putschistes ne sont plus les bienvenus. La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dispose d'un instrument : le protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance. Ce protocole consacre la volonté communautaire d'instaurer une gouvernance démocratique facteur de paix et de stabilité dans les Etats de la CEDEAO. Sans tomber dans une autosatisfaction, l'Afrique de l'Ouest affiche une certaine résilience démocratique.

A cet égard, la société civile est appelée à œuvrer au moins sur trois fronts de façon concomitante. Primo, la société civile ouest africaine a nécessairement besoin de restaurer son environnement intérieur, à croire en ce qu'elle proclame. Elle ne sera prise au sérieux elle-même que si elle accepte de faire son propre ménage, convaincu des valeurs démocratiques et de l'importance de la lutte contre la cor-

ruption et la bonne gouvernance. Il serait certainement judicieux de mettre en place un code de bonne conduite de la société civile ouest africaine en relation avec le protocole de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance. Cette posture aura pour mérite d'assurer son rôle de gendarme de la société politique, au nom et pour qui la société civile existe dans la réalité.

En sus, la société civile ouest africaine doit construire dans la durée et poursuivre un dialogue honnête et franc avec les acteurs politiques, le secteur privé, sur les enjeux de la démocratie. En effet, il est souvent triste de constater que les valeurs démocratiques se résument aux seules élections. Or la démocratie est d'abord systémique. Elle est un tout constitué du respect des libertés fondamentales à l'Etat de droit, aux processus politiques et électoraux. En l'espèce, la société peut et doit construire un cadre opérationnel de dialogue et de travail permanent avec les gouvernants pour assurer la stabilité politique des Etats.

Au surplus, la question de la pérennisation de la société civile reste une source majeure de préoccupation pour assurer la résilience démocratique. Il est clair qu'avec le temps, les sources d'appui vont certainement se raréfier notamment les ressources externes.

Il va falloir trouver des mécanismes innovants endogènes pour la société civile pour construire des alternatives démocratiques. La capacité à mobiliser des acteurs de la société civile qui ont des convictions claires et solides capables de résister aux sirènes et à la tentation de l'argent reste une question de survie démocratique. En conséquence, des réflexions voire des études sont à mener dans les années à venir pour assurer un rapport élogieux et non incestueux entre la démocratie et la société civile.

"Il serait certainement judicieux de mettre en place un code de bonne conduite de la société civile ouest africaine en relation avec le protocole de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance."

Conclusion

En définitive, dans son rapport à la démocratie, la société civile doit éviter impérativement le piège du "compromis à l'africaine". Elle doit certes contextualiser son engagement à l'aune de l'histoire et la culture de chaque pays mais aussi envisager de participer, aux côtés des pouvoirs publics, à l'enracinement de la démocratie dans la sous-région ouest africaine. S'inspirant des réalités en cours au Venezuela, en RDC et dans d'autres espaces moins médiatisés, il urge de construire une société civile avec des vertus suffisantes pour engager en partenariat et non en conflit avec les Etats, un dialogue noble capable de mobiliser les masses et les populations à la base : seule voie de survie et de résilience démocratique en Afrique de l'Ouest.

WACSI

Strengthening Civil Society

WACSI 2019. All rights reserved



@wacsiorg



WACSIWA



WACSI



@WACSI

